

**INTERVENTION DE JEAN-CHRISTOPHE CAMBADELIS**  
Secrétaire national aux Relations internationales  
Parti socialiste français

Conseil de l'Internationale socialiste

Budva – 29-30 juin 2009

**La démocratie**

Monsieur le Président, chers camarades et chers amis,

Comme vous le savez, dès sa fondation, notre organisation, l'Internationale socialiste, a lié la paix et la démocratie. La fin des dictatures en Europe ou en Amérique Latine, la chute du mur de Berlin, le recul des régimes dictatoriaux en Afrique, voire la fin de l'apartheid, montrent que notre idéal se fraye difficilement un chemin. Même si dans la démocratie actuelle, un usage abusif des sondages, la concentration capitalistiaue des médias, la dépendance des propriétaires des commandes d'Etat ne sont pas sans poser problème.

Le résultat est donc contrasté. Si des progrès ont été constatés, par exemple en Irak où notre camarade le président Jalal Talabani a joué un rôle important dans la normalisation de la situation et la promotion de la démocratie, la guerre continue en Afghanistan où la situation économique sociale et culturelle se dégrade et risque de déstabiliser le Pakistan. Une solution juste et durable du conflit israélo-palestinien fait consensus dans le monde, mais semble chaque jour plus éloignée sur le terrain.

Chers amis, chers camarades,

Nous avons lutté, séparément ou collectivement au sein de l'Internationale Socialiste avec détermination contre ceux qui imposaient la menace et la force dans les relations internationales ou exaltaient la confrontation à la place du dialogue, de la tolérance et du respect des droits de l'homme. La défaite des néo-conservateurs américains et l'élection de Barak Obama ouvrent un nouveau cycle dans les relations internationales. Comment ne pas souligner, pour nous socialistes, la déclaration du Président américain prenant ses distances avec le coup d'état soutenu par la CIA contre la démocratie chilienne. Il flotte donc comme un air de détente sur les relations internationales. Là où Georges Bush et son administration avaient choisi le conflit armé, exacerbant les tensions. Et nous avons, dans ce contexte –si nous voulons être fidèles à ce qui nous a fondé- un rôle à jouer.

Puisque l'on parle de la démocratie, comment ne pas penser à l'Iran. Comment ne pas évoquer cette mobilisation courageuse des citoyens qui ont voulu changer leur pays, son image et ses orientations politiques dans les urnes. À l'étranger, notamment en Europe, on a porté un regard souvent stéréotypé sur l'Iran d'aujourd'hui le résumant aux

turbans, aux tchadors et, ces quatre dernières années, aux déclarations inadmissibles et délibérément provocatrices d'un président extrémiste et populiste. Le résultat : on a ignoré que la société iranienne est la société la plus dynamique culturellement et politiquement de l'ensemble de la région.

Les adeptes de la théorie selon laquelle on peut démocratiser une nation de l'extérieur y compris si besoin par la force, n'ont pas vu l'évolution de l'Iran depuis 1997. Pourtant, l'émergence d'une classe politique et d'une société civile composées des femmes et des hommes grandis avec la république islamique ou parfois nées après la révolution de 1979, qui luttent dans des conditions difficiles pour un changement démocratique et pacifique est une réalité. Des proches de l'ex-président Khatami, des responsables des partis réformateurs, des journalistes et des intellectuels engagés dans le mouvement pour la démocratie, la liste est longue de ceux et celles qui se trouvent aujourd'hui dans les geôles du régime islamique. Ce qui se joue en Iran, c'est l'avenir de cette détente internationale, de cette nouvelle période. Ce que Brzezinski appelait, il y a quelques années, « l'arc de la crise », qui va du Proche Orient jusqu'à l'Asie Centrale, en passant par l'Afghanistan-Pakistan, est au cœur de l'avenir de la paix dans le monde.

La crise du régime iranien est un moment crucial pour l'avenir de la paix et de la démocratie.

Le guide suprême sortant de son rôle d'arbitre en apportant son soutien à l'élection contestée d'Ahmadinejad a entamé sa position d'arbitre. Tous les deux ont perdu le soutien d'une partie importante du clergé chiite et ne peuvent que s'appuyer sur les gardiens de la révolution et des milices islamiques pour réprimer l'opposition. Le régime des mollahs est devenu davantage un régime militaire. Face à cette situation, l'opposition cherche à trouver d'autres formes de contestation. Mais, quoi qu'il arrive, l'Iran de demain ne ressemblera pas à l'Iran d'hier. Ceci dit, on pouvait s'interroger sur les raisons pour lesquelles l'Iran n'aurait pas le droit à l'arme nucléaire ; le régime iranien vient de nous donner la réponse.

Dans cette période historique, qui s'ouvre devant le peuple iranien, le devoir des socialistes et de tous les démocrates consiste à ne pas laisser seul le mouvement de contestation populaire et apporter son soutien à tous ceux qui en Iran luttent, parfois au prix de leur vie, pour un changement démocratique et pacifique. L'Internationale socialiste ne peut pas seulement commenter les événements qui se passent sous ses yeux. Elle doit être un acteur en manifestant sa solidarité avec le peuple iranien. C'est pourquoi, le PS français a présenté sa contribution pour l'adoption d'une résolution sur l'Iran.